

## **AIDES TECHNIQUES D'APPEL** **ET AIDES TECHNIQUES AUDIOVISUELLES**

*Monsieur J.-F. IABES*  
*FNSF - 254, rue Saint- Jacques - 75005 Paris*

### **AIDES TECHNIQUES D'APPEL**

- a) La famille, les enfants.
- b) Le chien dressé.
- c) Appel lumineux.

- Autrefois, sonnette à cordes avec chiffons.
- Maintenant, installation électrique : pour téléphone, porte d'entrée, avertisseur de fumée, cris de bébés, réveils, clôture...
- Aux USA, ces installations sont plus perfectionnées (avertisseur portable, émetteur, récepteur sans fil) et moins chères car fabriquées sur grande échelle.
- Défauts : coût- remboursement limité aux économiquement faibles.

### **AIDES AUDIOVISUELLES**

#### **Antiope et bientôt Ceefax**

- information par Télétexte ;
- sous- titrage.

Ce qu'il manque :

- sous -titrage des informations en direct ;
- débats à l'Assemblée (les débats des textes de lois sont un droit légitime) ;
- débats culturels (Apostrophes).

#### **Minitel (remplace le téléphone)**

Défauts :

- coût ;
- appareil fabriqué dans un but télématique ;
- 90 % des services publics ne sont pas branchés (pompiers et police à Paris) ;
- les PTT ne laissent pas de minitel dans leurs offices alors qu'ils sont les fournisseurs ;

Dans un proche avenir : le visiophone (pour les sourds gestuels).

## **AMENAGEMENT INTERIEUR**

Structures permettant de plus larges espaces visuels.

Baies vitrées, cuisine à cloison abattante, jeux de miroirs (Myriam Seller ADPL, Prix de la Fondation de France 89).

## **INTERPHONE D'IMMEUBLE**

Disparition des concierges.

Certains co-proprétaires acceptent l'achat de caméra intérieure à circuit fermé.

Solution : imposer aux constructeurs l'installation de systèmes électriques pour la pose éventuelle de caméra à la porte d'entrée (frais de 20 000 F à 30 000 F à partager entre les co-proprétaires).

Retard de la France par rapport aux autres pays industriels.

La surdité est un handicap mal connu, d'où le désintérêt de l'Etat (les lois en faveur des sourds sont quasi inexistantes).

Des lois existent dans certains pays de la CEE, pas dans d'autres, d'où l'intérêt de la FNSF à participer aux travaux du Secrétariat CEE des sourds en vue d'élaborer des lois communes en prévision de 1992 :

- remboursement à 100 % des aides techniques ;
- obligation d'installation de signaux d'alarme dans les chambres d'hôtel ;
- obligation de tableaux lumineux dans les gares, métros, aéroports...

C'est pour une politique de plus en plus législative que la FNSF se bat afin de faire admettre les droits légitimes des sourds.